

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1021>

Noël Forgeard : "L'Europe doit investir dans le spatial"

- Technologie -



Date de mise en ligne : mardi 8 novembre 2005

Spyworld Actu

L'Airbus A 380 commence jeudi 10 novembre sa première tournée, en Asie. Quel est l'objectif ?

Il s'agit d'une campagne de notoriété et aussi une façon de montrer que, contrairement à ce que nos concurrents ont pu dire, la taille de l'A 380 est compatible avec les infrastructures aéroportuaires existantes. La démonstration sera faite à Singapour et à Sidney.

Le décalage de trois jours de cette tournée en raison d'un ennui de moteurs n'est-il pas préjudiciable ?

C'est un incident mineur. Nous sommes encore en période de tests, à un an de la première livraison commerciale.

Les Américains attaquent les Européens pour les aides à l'industrie aéronautique. Avez-vous besoin de telles aides ?

Le problème n'est pas de savoir si nous pourrions nous en passer mais si notre concurrent est disposé à faire de même. Boeing bénéficie de soutiens de la NASA, des Etats fédérés ou des gouvernements italien ou japonais. Nous sommes ouverts à une évolution, à condition que le jeu soit équilibré et transparent. Nous ne ferons pas de concessions unilatérales. Il faudrait aussi que la réglementation européenne en matière de financement de la recherche soit aussi favorable qu'ailleurs. Les Etats européens ou la Commission n'ont pas le droit de financer de la recherche à 100 %, même précompétitive ! Aucun autre pays n'impose de telles restrictions. Cela doit changer.

L'aéronautique est la dernière industrie où Américains et Européens se partagent le leadership. Cela peut-il durer ?

Ce duopole va s'éroder mais un nouvel entrant aurait trois barrières à franchir : technologique, financière et psychologique. La sécurité est un souci majeur pour les passagers et les compagnies. Ces dernières sont prudentes et l'expérience accumulée a beaucoup de valeur pour elles. De ce fait, Boeing et Airbus resteront les références pendant plusieurs décennies pour les gros avions.

A l'heure d'une mondialisation accrue, l'Europe a-t-elle les moyens de rivaliser ?

L'Europe a une chance à saisir. Elle ne doit pas considérer la mondialisation comme une menace mais comme une opportunité en utilisant son avance technologique. Les grandes entreprises y disposent de technologies que d'autres n'ont pas. Elles ouvrent des marchés et offrent des possibilités de développement à des industries émergentes. L'Europe peut nouer des relations gagnant-gagnant avec des pays comme l'Inde, le Brésil. En Chine, nous allons soutenir l'industrie aéronautique. Ce faisant, nous servons aussi les intérêts de l'Europe.

Plus nous vendrons d'avions, plus nous produirons en Europe, même s'il n'est pas exclu que nous construisions une ligne d'assemblage d'avions en Chine. Nous transférons - avec discernement - des technologies vers des pays tiers, mais nous créons des emplois en Europe grâce à ces nouveaux débouchés. A mon arrivée en 1998 chez Airbus, on comptait 45 000 salariés en Europe. A la fin de 2006, il y en aura 58 000. **Sur quoi l'Europe doit-elle investir ?**

Elle doit investir dans le spatial. Les Etats-Unis ont décidé un effort massif pour retourner sur la Lune. Je suis frappé que les Européens ne rêvent pas de faire de même. La conférence des ministres européens de la recherche, à Berlin en décembre, sera déterminante. On ne peut pas se contenter de s'associer aux Américains, c'est une question de souveraineté. C'est pourquoi l'Europe a lancé le programme Galileo, alternative au GPS américain. Je

pense qu'un accord sera enfin trouvé sur son financement et la répartition des activités avec, notamment, le siège à Toulouse.

L'autonomie d'accès à l'espace est un enjeu de souveraineté fondamental. Les lanceurs constituent la base de toute conquête spatiale. Il faut tirer la sonnette d'alarme. Malgré les concours déjà mis en place, l'équilibre de la filière n'est pas assuré. Il faut plus d'investissements si l'on veut maintenir les compétences des ingénieurs européens et préparer la succession d'Ariane V. Les montants ne sont pas très élevés, mais j'ai le sentiment que l'urgence et l'importance de l'enjeu ne sont pas perçues par les gouvernements.

Enfin, les ministres doivent s'accorder pour lancer les prochaines générations de satellites qui permettront à l'Europe de garder sa position de parité avec les Etats-Unis dans les applications clés de l'espace : télécoms, moyens d'observation de la terre et de l'environnement, exploration des autres planètes.

Que pensez-vous de la notion de patriotisme économique invoquée par le premier ministre ?

Si cela veut dire repli sur soi et déni de la mondialisation, cela ne m'inspire pas. S'il s'agit de reconnaître qu'il ne faut pas perdre ses repères, je suis en plein accord. Dans une économie mondialisée, chaque pays défend ses intérêts. Les Etats-Unis sont les premiers à le faire. En utilisant l'expression de patriotisme économique, le gouvernement cherche aussi à redonner à nos concitoyens la fierté de leurs entreprises et cela est très bien. Les Français comme les Allemands ont de quoi être fiers.